

Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-31 et suivants ;
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;
VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme Rénové (ALUR) ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;
VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;
VU le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;
VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
VU la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
VU le plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011 ;
VU la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013 ;
VU la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014 ;
VU les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015 ;
VU la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;
VU la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;
VU les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du conseil de territoire le 20 mars 2017 ;
VU la modification simplifiée n°6, approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017 ;
VU la modification simplifiée n°7, approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 ;
VU la modification simplifiée n°8, approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1er mars 2021 ;
VU l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;
VU la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;
VU la délibération n°43 du 03 avril 2023 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France ;

VU la modification simplifiée n°9 approuvée par délibération n°15 du conseil de territoire le 26 février 2024 ;
VU la décision de la MRAE Ile de France n°AKIF-2023-112 du 13 septembre 2023 concluant à une dispense de réaliser une évaluation environnementale de la révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France (93) après examen au cas par cas ;
Vu la délibération n°164 du 18 décembre 2023 relative à la décision de non-réalisation d'une évaluation environnementale suite à l'avis conforme de l'autorité environnementale ;
VU la délibération n°165 en date du 18 décembre 2023 arrêtant le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France et tirant le bilan de la concertation ;
VU la décision n°E24000002/ 93 en date du 02 janvier 2024 du Tribunal Administratif de Montreuil désignant monsieur Gilles RAYER en qualité de commissaire enquêteur et madame Sylvie MARTIN en qualité de commissaire enquêtrice suppléante ;
VU le dossier soumis à enquête publique.

CONSIDERANT que cette procédure vise à permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire communal.

CONSIDERANT que les évolutions apportées relèvent de la procédure de révision dite « allégée » telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

- ARTICLE 1** Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la ville de Tremblay-en-France du mercredi 03 avril 2024 à 9h00 au samedi 20 avril 2024 à 12h00, soit une durée de 18 jours consécutifs.
- ARTICLE 2** Afin de permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire communal, la révision allégée a pour objet le déclassement partiel de deux secteurs inscrits au PLU comme faisant l'objet de dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine paysager permise par l'article L.123-1-5.7° du Code de l'Urbanisme (L.151-23 selon le code de l'urbanisme en vigueur), à savoir :
- Un secteur parcs à proximité de la RD88 et du chemin des Saints-Pères.
 - Un secteur jardin près du cimetière et du chemin des Plâtrières.
- ARTICLE 3** Monsieur Gilles RAYER a été désigné en qualité de commissaire enquêteur et madame Sylvie MARTIN en qualité de commissaire enquêtrice suppléante par monsieur le Président du tribunal administratif de Montreuil.
- ARTICLE 4** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.
Cet avis sera également publié, par voie d'affiches, sur les panneaux municipaux de la ville de Tremblay-en-France, au siège social de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol – mairie d'Aulnay-sous-Bois, boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'avis sera également mis en ligne sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/enquete-publique-ra1-plu-tremblay> accessible via un lien depuis les sites internet de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr> et de la ville de Tremblay-en-France <https://www.tremblay-en-france.fr/>. Une copie de cet avis sera annexée au dossier d'enquête publique.
- ARTICLE 5** Le commissaire enquêteur tiendra des permanences à la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'information du public aux dates et heures suivantes :
- Le mercredi 03 avril 2024 de 9h00 à 12h00.
 - Le lundi 08 avril 2024 de 9h00 à 12h00.
 - Le samedi 20 avril 2024 de 9h00 à 12h00.
- ARTICLE 6** Le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public à la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de ville - 93290 Tremblay-en-France pendant toute la durée de l'enquête, du mercredi 03 avril 2024 à 9h00 au samedi 20 avril 2024 à 12h00, aux horaires d'ouverture suivants :
- Du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 ;
 - Le samedi de 8h30 à 12h00 ;
 - Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/enquete-publique-ra1-plu-tremblay>. Le dossier d'enquête publique sera également accessible via un lien depuis les sites internet de la Ville de Tremblay-en-France et de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol aux adresses suivantes : <https://www.tremblay-en-france.fr/> et <https://www.paristerresdenvol.fr>.

Il sera également consultable depuis un poste informatique à la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de ville - 93290 Tremblay-en-France, pendant toute la durée de l'enquête, du mercredi 03 avril 2024 à 9h00 au samedi 20 avril 2024 à 12h00, aux horaires d'ouverture suivants :

- Du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 ;
- Le samedi de 8h30 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, du mercredi 03 avril 2024 à 9h00 au samedi 20 avril 2024 à 12h00, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le projet de révision allégée du PLU :

- Sur le registre d'enquête à la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur mentionnées à l'article 5 du présent arrêté ;
- Sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <https://www.registre-numerique.fr/enquete-publique-ra1-plu-tremblay>
- Par voie électronique à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse suivante : enquete-publique-ra1-plu-tremblay@mail.registre-numerique.fr
- Par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
Mairie de Tremblay-en-France
Monsieur le commissaire enquêteur
Révision allégée n°1 du PLU
Accueil de la division urbanisme
18 boulevard de l'hôtel de ville
93290 Tremblay-en-France

ARTICLE 7

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront consultables à la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de ville - 93290 Tremblay-en-France, pendant toute la durée de l'enquête, du mercredi 03 avril 2024 à 9h00 au samedi 20 avril 2024 à 12h00, aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables durant toute la durée de l'enquête publique, du mercredi 03 avril 2024 à 9h00 au samedi 20 avril 2024 à 12h00, sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/enquete-publique-ra1-plu-tremblay> dans les meilleurs délais.

Seules les observations et propositions transmises dans les formes précisées ci-dessus ou lors des échanges avec le commissaire enquêteur pendant ses permanences seront prises en compte.

ARTICLE 8

Des informations peuvent être demandées sur ce dossier auprès de l'autorité compétente responsable du plan local d'urbanisme, monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol, par l'intermédiaire de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux horaires habituels d'ouverture du service.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

ARTICLE 9

À l'expiration du délai d'enquête, le samedi 20 avril 2024 à 12h00, le registre d'enquête papier sera clos et signé par le commissaire enquêteur. A partir de cette même heure, les observations et propositions émises via le registre dématérialisé et l'adresse électronique ne seront plus prises en compte.

ARTICLE 10

A l'expiration du délai d'enquête, le samedi 20 avril 2024 à 12h00, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur. Dès réception du registre et des éventuels documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le Président de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol ou son représentant en présence du Maire de la ville, ou son représentant, afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Ce dernier pourra être communiqué par voie électronique. Le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240308-2024-004-AU
Date de télétransmission : 12/03/2024
Date de réception préfecture : 12/03/2024

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée par le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, au Maire de Tremblay-en-France et au Préfet de Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 11

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la Préfecture, au site administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol situé 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, à la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures d'ouverture des services, sur le site <https://www.registre-numerique.fr/enquete-publique-ra1-plu-tremblay> et via un lien depuis le site internet de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/> et le site internet de la commune de Tremblay-en-France <https://www.tremblay-en-france.fr/> pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 12

Au terme de l'enquête publique, l'EPT Paris Terres d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Tremblay-en-France, pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France.

ARTICLE 13

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- à Monsieur le Maire de Tremblay-en-France;
- à Monsieur le Commissaire enquêteur ;
- à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 14

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 08 mars 2024

 **Bruno BESCHIZZA**
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240308-2024-004-AU
Date de télétransmission : 12/03/2024
Date de réception préfecture : 12/03/2024